



Flambée brutale du carburant : la filière pêche appelle à des mesures d'urgence

Alors que l'embrasement du conflit au Moyen-Orient provoque de fortes tensions sur les marchés pétroliers, le Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPME) alerte sur la situation critique dans laquelle se trouve la flotte de pêche française. La flambée rapide du prix du carburant menace directement la viabilité économique de nombreux armements et fait peser un risque immédiat d'immobilisation d'une partie de la flotte et donc de graves répercussions pour les ports de pêche et la filière aval.

Paris, le 9 mars 2026 - La flambée des prix du carburant observée ces derniers jours, dans un contexte de fortes tensions géopolitiques au Moyen-Orient, suscite une vive inquiétude pour l'ensemble de la filière pêche française. Cette hausse brutale intervient dans un secteur dont l'équilibre économique reste extrêmement fragile suite aux chocs du Brexit, du Covid et de la guerre Russie-Ukraine. En quelques jours, le prix du gasoil maritime est passé d'environ 0,62 € le litre à plus de 0,82 €, voire jusqu'à 1 € dans certains ports, soit une augmentation pouvant dépasser 40 % selon les zones d'approvisionnement.

Pour les armements à la pêche, une telle évolution est tout simplement impossible à absorber. Le carburant représente déjà l'un des premiers postes de charges pour les navires et, à ces niveaux de prix, sortir en mer devient rapidement non rentable, conduisant les armateurs concernés à envisager de rester à quai. La situation est d'autant plus préoccupante que, même lorsque les bateaux ne sortent pas, les salaires doivent être maintenus et les charges continuent de courir, fragilisant directement les entreprises de pêche.

Au-delà des armements, c'est toute la filière qui est exposée à un effet domino : mareyeurs, transporteurs, grossistes, poissonniers, entreprises de transformation et distributeurs. Si les navires cessent leur activité faute de rentabilité, c'est l'ensemble de l'écosystème économique des ports et des territoires qui se trouve remis en cause.

Face à cette situation, la filière pêche appelle les pouvoirs publics à agir rapidement. En préalable, il faut que les metteurs en marché cessent de spéculer sur la situation actuelle. La profession demande ensuite la mise en place d'un dispositif d'urgence permettant de faire baisser le prix du carburant à la pompe, notamment par la remise en place de la TIRUERT, mais aussi l'activation du mécanisme de soutien ouvert par l'Union européenne suite à la crise liée à la guerre en Ukraine en prenant en compte le navire,

seule unité économique pertinente. Au titre de l'urgence, il faut aussi que les encours de prêts soient gelés et que les réseaux bancaires jouent le jeu de la continuité économique.

Sans réponse rapide, le risque est réel de voir une partie de la flotte durablement immobilisée et la filière brutalement affaiblie, alors même qu'elle joue un rôle essentiel pour l'alimentation, l'économie maritime et la vitalité des territoires littoraux comme l'ont rappelé les différents ministres lors du Salon International de l'Agriculture.

« Quand le carburant flambe à ce point, certains bateaux ne peuvent tout simplement plus sortir en mer. À ces niveaux de prix, on travaille à perte. Si rien n'est fait rapidement, des navires vont rester à quai et c'est toute la filière qui va en subir les conséquences. Il faut qu'une solution se déclenche très vite : la profession a littéralement besoin de réponses concrètes et immédiates des pouvoirs publics », alerte Olivier Le Nézet, Président du CNPMEM.

Contact presse

Hopscotch Décideurs : cnpmem@hopscotch.fr / +33 6 80 42 51 84

Pauline Dupouy : pdupouy@comite-peches.fr

A PROPOS DU CNPMEM

Le Comité National des Pêches Maritimes et des Elevages Marins (CNPMEM) est un organisme professionnel de droit privé chargé de mission de service public. Nous représentons et assurons la défense des intérêts de l'ensemble des professionnels pêcheurs et aquaculteurs marins auprès des pouvoirs publics nationaux, européens et internationaux. Il participe à la gestion des ressources halieutiques ainsi qu'à la définition des politiques environnementales dans le but de parvenir à une pêche durable et responsable. 12 400 pêcheurs, 6 220 navires, 60 ports de pêche, 34 halles à marée